

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 17 juin 2025

Nos réf. : SAU/DDH/MI n° 25 - 335

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLE JASSEINES

19, avenue Charles de Gaulle
08300 RETHEL

Code AIOT : 0005704591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mai 2025 dans l'établissement EOLE JASSEINES implanté + communes Brillecourt et Aulnay 10330 JASSEINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite du parc éolien de Jasseines, exploité par la société TTR ENEGY, qui a délégué l'exploitation à la société VALEMO pour le suivi de proximité et le lien avec le turbinier. Cette inspection a été menée dans le cadre d'une action régionale concernant l'éolien pour la vérification de la bonne application des mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC) prescrites.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE JASSEINES
- Communes de Brillecourt et Aulnay - 10330 JASSEINES
- Code AIOT : 0005704591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de JASSEINES, mis en service en 2019, est composé de six aérogénérateurs d'une capacité de 2,2 MW chacun, soit une puissance totale de 13.2 MW.

L'installation bénéficie de l'antériorité des permis de construire délivrés le 8 juillet 2014.

L'objectif de cette inspection est de vérifier la bonne application des mesures ERC. Les arrêtés de permis de construire de l'installation ne comportant pas de prescriptions spécifiques pour ces mesures, l'inspection a notamment vérifié la conformité de l'installation aux exigences concernant la réalisation de suivis environnementaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Section 6 – Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
4	Section 6 – Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet
5	Section 8 Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
6	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la mise en service du parc éolien de JASSEINES, son exploitant assure le suivi environnemental. Son attention a particulièrement été portée sur les éventuels impacts du parc sur l'avifaune, plus particulièrement pour la migration des milans royaux et des grues cendrées. Les suivis réalisés n'ont pas mis en évidence d'impact sur ces deux espèces mais un impact significatif pour les chiroptères.

A l'issue des constats, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de l'Aube un projet d'arrêté complémentaire relatif à la mise en place d'un bridage pour les chiroptères.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser des suivis environnementaux de son parc éolien en 2019, 2022 et 2023.</p> <p>L'exploitant a déclaré la mise en service du parc éolien le 1er juin 2019. Le premier suivi a été réalisé dans un délai conforme à la prescription.</p> <p>Dès la mise en service du parc éolien, l'exploitant a procédé de manière volontariste, sur préconisation de l'étude d'impact initiale, à un arrêt des machines pendant les périodes de migration des grues cendrées et de milans royaux selon des critères de dates, heures et de couverture nuageuse. Il a réalisé un second suivi environnemental en 2022 afin de pouvoir évaluer la pertinence des paramètres de ce bridage pour l'avifaune.</p> <p>Au regard des conclusions de ce suivi environnemental observant un décalage des passages de grues cendrées et milans royaux par rapport aux dates du bridage et indiquant que le bridage peut être stoppé, l'exploitant a mis un terme à ce bridage et a reconduit un troisième suivi environnemental en 2023 afin de s'assurer de l'absence d'impact de cette décision.</p> <p>Les rapports de ces suivis mentionnent qu'ils ont été réalisés selon le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en 2018 reconnu par le ministère en charge des installations classées.</p> <p><u>Suivi de 2019 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Mortalité brute constatée :<ul style="list-style-type: none">- éolienne E1 : 1 noctule commune, 2 pipistrelles communes- éolienne E2 : 1 martinet noir- éolienne E4 : 1 faucon horbereau- éolienne E5 : 1 roitelet à triple bandeau

- Mortalité brute corrigée par éolienne pour la période de suivi :
 - de 1,4 à 6,4 pour les chiroptères
 - de 0,8 à 3,6 pour les oiseaux

Suivi de 2022 :

- Mortalité brute constatée :
 - éolienne E1 : 1 pipistrelle de Nathusius,
 - éolienne E2 : 1 noctule commune, 1 pipistrelle commune, 1 martinet à triple bandeau
 - éolienne E3 : 1 pipistrelle commune
 - éolienne E4 : 2 pipistrelles (espèce non confirmée en raison de la décomposition des cadavres)
 - éolienne E5 : 1 noctule de Leisler
 - éolienne E6 : 1 martinet noir
- Mortalité moyenne estimée par éolienne pour la période de suivi :
 - de 10,7 à 18,1 pour les chiroptères
 - de 3 à 9,3 pour les oiseaux

Suivi 2023 :

- Mortalité brute constatée :
 - éolienne E2 : 1 pipistrelle commune
 - éolienne E4 : 2 pipistrelles de Nathusius
 - éolienne E5 : 1 noctule commune
 - éolienne E6 : 1 buse variable
- Mortalité réelle estimée :
 - de 13 à 114 individus pour tout le parc (oiseaux et chiroptères confondus)
- Le suivi d'activité des chiroptères montre que 90 % de l'activité nocturne a lieu pour des vitesses de vent inférieures à 7,9 m/s et des températures supérieures à 19,5 °C. 93 % de l'activité en hauteur est concentrée sur les mois de juillet, août et septembre.

Les suivis réalisés révèlent une mortalité significative de chiroptères dont la noctule commune, classée vulnérable sur la liste rouge UICN France métropolitaine. Les estimations de mortalité réelle sont supérieures aux références habituellement constatées. En l'absence de mesure corrective proposée par l'exploitant, l'inspection propose à l'autorité préfectorale la mise en œuvre d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires prévoyant :

- Une action corrective visant à limiter les collisions pour les chiroptères ;
- La réalisation d'un nouveau suivi environnemental permettant d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Collecte des données du suivi environnemental
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a effectué la transmission à l'inspection des installations classées les rapports des trois suivis environnementaux réalisés sur le parc éolien de JASSEINES. L'exploitant a également présenté les justificatifs des trois dépôts (08/12/2020, 15/06/2023 et 28/05/2024) des suivis environnementaux mentionnés au point de contrôle n°1 du présent rapport dans l'outil de télé-service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Section 6 – Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Autre, Vérification acoustique
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, le 16 mai 2025, le rapport d'étude acoustique n° R33200516 TL présentant les mesures acoustiques de réception effectuée du 29 avril au 12 mai 2020 du parc éolien de JASSEINES. La mise en service du parc éolien a eu lieu le 1 ^{er} juin 2019. La vérification de la conformité acoustique a été réalisée dans le respect du délai prescrit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Section 6 – Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Autre, Bruit
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Constats :

Le rapport d'étude acoustique n° R33200516-TL présenté par l'exploitant indique des mesures effectuées au niveau de Sainte-Thuise, Brillecourt, Aulnay, Braux, les Aires et Jasseines plus un point de contrôle sur le périmètre du parc éolien.

Les conclusions de ce rapport indiquent que toutes les mesures effectuées sont conformes aux émergences prescrites et par rapport au niveau de bruit maximal, de nuit comme de jour. De plus, aucune tonalité marquée n'a été mise en évidence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Section 8 – Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 16 mai 2025, l'acte de cautionnement solidaire VS173-01062019 du 20/05/2024 couvrant la période du 01/06/2024 au 31/05/2026 pour un montant maximum actualisé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Intrusion
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue aux éoliennes E2 et E5, ainsi qu'au poste de livraison. Elle a constaté qu'il n'y a pas d'accès libre à l'intérieur des installations et que les portes d'accès sont fermées à clefs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Signalisation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace
Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue aux éoliennes E2 et E5, ainsi qu'au poste de livraison. Elle a constaté pour les plateformes de chaque éolienne visitée, la présence d'un panneau au niveau de leur chemin d'accès comportant, de manière lisible, les différentes consignes, interdictions et mises en garde prescrites. Les mâts des deux éoliennes visitées sont identifiés avec leur numéro au dessus de la porte d'accès, en caractère lisibles. L'inspection constate la présence des consignes et pictogrammes affichés sur le poste de livraison mais émet une remarque sur leur lisibilité en raison d'une altération de la peinture et demande à l'exploitant de veiller à leur bon entretien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des éoliennes E2 et E5. Elle a constaté que l'intérieur de ces installations est maintenu propre et l'absence d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite